

Clermont-Ferrand, le 20 novembre 2017

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 63-0991		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société SAIPOL Place des Curins – BP 10 63190 LEZOUX	S3IC 0056.00377 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : Production d'huiles végétales		
Date du contrôle : 08-09-2017		
Inspecteur(s) : Flora CAMPS (UiD) – Delphine CROIZE-POURCELET (PRICAE)		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des constats des visites précédentes • Eau • Risques accidentels 	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> • galerie sous cellule silo plat graines de tournesol • ateliers décorticage et presserie • stockage extérieur d'huile végétale • atelier d'extraction à l'hexane 		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 décembre 2004 • Arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos • Arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux installations 2921 à enregistrement 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. ROUVIERE,	SAIPOL	Directeur d'établissement
Mme MUNSCH	SAIPOL	Responsable QSE
M. MASSARDIER	SAIPOL	Responsable QSE adjoint (interim de Mme Munsch en cas d'absence)
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule RIA <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Contexte

L'établissement est situé en zone urbaine, proche des habitations.

Les silos de stockages sont classés « SETI » (silos à enjeux très important) et l'atelier d'extraction à l'hexane relève de la directive IED.

Les installations sont relativement anciennes et les demandes d'investissements ne sont pas toujours suivies par le groupe Avril auquel appartient l'établissement.

L'installation a subi un incendie en février 2017 au niveau d'un cuiseur de l'atelier presserie.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection :

Certains écarts perdurent depuis la dernière visite mais l'inspection note une amélioration générale de l'état du site par rapport à la dernière visite (propreté de l'atelier presserie et du silo plat tourteaux notamment). Une amélioration au niveau des rejets atmosphériques est également notée (intervention sur l'électrofiltre, baisse des retombées en poussières).

Les suites données à chaque constat sont précisées à l'annexe 1.

2.2 – Thèmes abordés lors de la visite

• EAU

L'autosurveillance des rejets aqueux 2017 ne montre pas de dépassement des valeurs limites d'émissions et les valeurs de rejets sont en amélioration par rapport à 2016.

Une meilleure gestion des émissions polluantes à la source reste attendue (notamment en ce qui concerne les fuites d'huile au niveau des stockages d'huile végétale et la présence de déchets dans les cuves de rétention de ces stockages).

• RISQUES TECHNOLOGIQUES

En 2016 et 2017, l'établissement a enregistré plusieurs incidents ou « presque-incident » : points chauds, départs de feu, fuite diffuse d'hexane. Un point a été fait lors de l'inspection.

Ces incidents ont montré des besoins renforcés dans la prévention (détection, évolution de certaines pratiques à risque) et dans la gestion des événements (gestion humaine et matériel).

Les mesures de maîtrise des risques prévues dans l'EDD de 2008 ont été contrôlées.

Celles-ci ont été complétées suite au retour d'expérience des derniers incidents.

Les nouveaux constats de l'inspection sont indiqués en annexe 1.



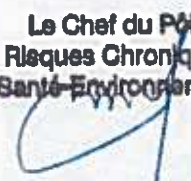
Suites données par l'inspection

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

A ce stade, en prenant en compte les engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure à Madame la Préfète.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
Le 15/09/2017	Le 21/11/17	Le 21/11/17
L'inspecteur de l'environnement		Le Chef du Pôle Risques Chroniques Santé-Environnement
		
Flora CAMPS		Yves-Marie VASSEUR

Annexe 1 : Constatations de l'inspection Société SAIPOL à LEZOUX

Suivi des constats des visites précédentes

Date des visites précédentes : 09 octobre 2014 et 26 mai 2016

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
R3 2014	Guide de l'état de l'art sur les silos version 3 de juillet 2008 p34	<u>Vieillessement des structures</u> Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance a minima visuelle des structures de ses silos, quel que soit le type, à une fréquence adaptée à leur âge et à leur configuration. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant.	Inspection non réalisée. Phase de finalisation du support d'audit (à partir de l'état des lieux initial réalisé par Socotec 2009 + référentiel d'inspection utilisé sur le site de Dieppe). Fréquence projetée des visites : annuelle. Engagement de l'exploitant : 1ère visite avant la fin d'année 2017. Le constat est requalifié en non-conformité en référence à l'article 9 de l'AM du 29/03/2004 « L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits [...]. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances ». Pour rappel les distances d'effet liées à l'ensevelissement au niveau des silos verticaux sortent du site (EDD 2008 p97). Délai : Sous 3 mois Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
E3 2014	AM du 29/03/2004 Art 11	<u>Risque d'auto-échauffement</u> La stratégie à proposer au SDIS en cas d'auto-échauffement important dans un silo (extinction + évacuation de la matière) n'est pas formalisée. Le REX 2015 en région Auvergne a montré que les stratégies d'intervention et de vidange devaient être rediscutées avec le SDIS. La DREAL a pour objectif d'organiser une réunion réunissant exploitants de silos et SDIS d'ici la fin de l'année 2016.	La procédure de nov 2007 n'a pas été complétée. Elle précise le suivi des températures et actions à mener en cas de dérives mais pas la stratégie à proposer au SDIS lors de leur arrivée sur site (il est indiqué « les services de secours en relation avec le cadre d'astreinte ou avec le responsable silo et en fonction de la situation du silo (vide, plein, etc) définiront les actions complémentaires à prendre »). La réunion réunissant exploitants de silos et SDIS n'a pas pu avoir lieu dans le Puy-de-Dôme mais l'exploitant peut prendre contacte avec les pompiers de Thiers pour partager avec eux la démarche à suivre en cas d'auto-échauffement. La stratégie d'intervention n'est pas formalisée mais était connue de l'exploitant. La non-conformité est maintenue mais il n'est pas proposé de sanction administrative. Délai : Sous 3 mois Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
EM1	AP du 17/12/2004 Art 4.2.1	<u>Risque d'explosion</u> Le jour de la visite le silo plat de stockage des tourteaux de tournesol présentait un fort empoussièrément au niveau de la charpente. Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un nettoyage par aspiration de ce silo sous 3 mois, et de revoir la périodicité de nettoyage de ses silos de manière à garder un niveau de propreté acceptable tout au long de l'année. Pour rappel le phénomène d'explosion de poussière dans le silo fait partie des phénomènes dangereux dont l'intensité sort du site (EDD 2008 p124).	Nettoyage effectué en avril 2017 (l'opération nécessitait un silo vide). L'exploitant définira la périodicité de renouvellement de l'opération selon l'avancement du ré-empoussièrément. Le jour de l'inspection le silo ne présentait pas d'empoussièrément excessif. Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
EM2	AP du 17/12/2004 Art 16.5.1 EDD 2008, p131	<u>Risque incendie</u> Le jour de la visite, l'atelier de presserie était fortement encrassé au niveau des structures et des murs. Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un nettoyage de l'atelier <u>sous 3 mois</u> , et de retravailler sur sa procédure de nettoyage (périodicité et méthodologie notamment) de manière à garder un niveau de propreté acceptable tout au long de l'année. Pour rappel le phénomène d'incendie dans la presserie fait parti des phénomènes dangereux dont l'intensité sort du site (EDD 2008 p124).	Nettoyage des dépôts graisseux par un prestataire effectué en août 2016. Fréquence définie par l'exploitant : annuelle, pendant arrêt technique. Un nouveau nettoyage a eu lieu en août 2017. Nettoyage poussière classique par les employés toutes les semaines. Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
EM3	AP du 17/12/2004 Art 16.5.2	<u>Moyens d'intervention</u> Dans l'atelier presserie, l'extincteur n°13 était absent. Les autres extincteurs de l'atelier étaient par contre bien en état de fonctionnement (vérification par sondage de la vérification périodique datant de moins d'1 an). Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un justificatif de remplacement de l'extincteur n°13, <u>sous 1 mois</u> . Pour rappel le phénomène d'incendie dans la presserie fait parti des phénomènes dangereux dont l'intensité sort du site (EDD 2008 p124).	Extincteur remis en place par Eurofeu en juin 2016. Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
EM4	AP du 17/12/2004 Art 16.5.1	<p><u>Gestion des shunts</u></p> <p>En mars 2016, l'exploitant a détecté un point chaud à l'extraction sur une tête d'élévateur. L'opérateur avait shunté le contrôle de rotation dans une situation non appropriée.</p> <p>L'utilisation de shunts à la mise en fonctionnement d'une installation est parfois nécessaire. Néanmoins au vu de l'incident sus-mentionné il apparaît nécessaire et important de limiter et d'encadrer ce procédé par au minimum un responsable de la maintenance.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <u>sous 1 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'étudier des solutions pour éviter l'utilisation de shunts (ex : temporisation sur le contrôleur de rotation au démarrage ?) ; - de mettre en place une formation sécurité des opérateurs + responsables maintenance à ce sujet ; - de définir une procédure stricte d'encadrement des shunts ; - de mettre en place un registre d'enregistrement des shunts (heure de début et de fin, personne en charge du contrôle de l'installation pendant le shunt notamment). <p>Pour rappel le phénomène d'incendie dans l'atelier d'extraction fait partie des phénomènes dangereux dont l'intensité sort du site (EDD 2008 p124).</p>	<p>Les shunts sont consignés sur un tableau dans l'atelier et repris en AIC (animation à un intervalle cours) chaque matin. Les opérateurs ont été sensibilisés au risque incendie.</p> <p>Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
E1	AP du 17/12/2004 Art 4.2.3	<p><u>Rejets poussières</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport de mesure des retombées de poussières 2016 le mois suivant sa réception, accompagné de commentaires notamment en ce qui concerne l'évolution de ces retombées et les actions d'amélioration envisagées le cas échéant.</p>	<p>Mesures faites du 15/09 au 12/10/2016 par Dekra par Jauge Owen. Baisse des retombées poussières par rapport à la campagne 2013. Les résultats des mesures mériteraient d'être plus commentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rappel des principales sources émettrices à proximité des points de mesure, - listing des événements particuliers sources de poussières durant la période de mesure, - influence de la météo, - actions mises en place par l'exploitant pouvant expliquer la baisse/hausse des retombées poussières depuis les dernières mesures, - etc <p>Le constat est requalifié en remarque. Délai : sous 3 mois</p> <p>Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
E2	AP du 17/12/2004 Art 4.3.1 Art 4.3.2 Art 4.3.3	<p><u>Gestion des odeurs</u></p> <p>Plainte odeur lors de la campagne de colza d'août 2015.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une nouvelle formation à ses opérateurs pour un contrôle plus efficace de ses installations de traitement et de faire assurer, par l'encadrement, un contrôle plus strict lors de chaque début de campagne de colza.</p>	<p>Actions correctives mises en place et décrites dans courrier du 13/09/2016.</p> <p>Campagnes colza d'août 2016 et août 2017 : aucune plainte odeur réceptionnée de la part des riverains.</p> <p>Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
E3	AP du 17/12/2004 Art 12.1.5	<u>Prévention du bruit</u> Les 2 années consécutives, l'exploitant est non conforme aux points A1 et B1 (limite de propriété) pendant la période de nuit. L'émergence mesurée en 2014 à proximité de ces points est non conforme (pas de mesure d'émergence en 2015). Il est demandé à l'exploitant d'identifier les sources sonores les plus importantes et de proposer à l'inspection un plan d'action pour l'amélioration de la situation.	L'exploitant a identifié le toasteur de l'atelier d'extraction comme source majoritaire de nuisance sonore. L'atelier est entièrement ouvert de part la présence d'hexane (risque d'explosion). L'exploitant n'a pas proposé de plan d'action pour l'amélioration de la situation et justifie ce positionnement par : - l'absence de plaintes de riverains concernant le fonctionnement normal des installations, - une situation de calme rurale défavorable aux résultats d'émergence. Le constat de non-conformité est maintenue de la part de l'inspection. L'exploitant devra proposer une ou des solutions techniques permettant le respect des valeurs réglementaires. Délai : sous 3 mois Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
E4	AP du 17/12/2004 Art 16.5.1	<u>Canalisation de transport de fluides</u> L'exploitant n'effectue pas d'examens périodiques de ses canalisations de transport d'huile. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un examen périodique approprié permettant de s'assurer de leur bon état de leur étanchéité. Les résultats de ce contrôle devront être tracés. L'inspection recommande a minima un contrôle visuel annuel.	Contrôle des canalisations de transport d'huile ajouté aux points de vérification des structures des cuves d'huile. Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
E5	AP du 17/12/2004 Art 16.5.1 EDD 2008, p79	<u>Risque d'explosion</u> Le jour de la visite, le système d'aspiration des poussières en sortie du silo de graines de tournesol était hors-service. D'autres moyens de maîtrise du phénomène dangereux d'explosion de poussières sont théoriquement en place (extrait EDD 2008, annexe 11 PhD 12) dont : - boulons plastiques sur les têtes d'élévateurs ; - découplage avec l'espace sous cellule du décorticage. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une mise à jour de l'analyse des risques concernant le PhD12 et de justifier que la situation est acceptable, en proposant des actions correctives le cas échéant.	Mise à jour de l'analyse des risques concernant le PhD12 non finalisée mais en cours. L'exploitant s'est engagé sur une transmission d'ici fin octobre 2017. Pour rappel le phénomène d'explosion de poussières au niveau de cet élévateur n'a pas été identifié comme susceptible de conduire à un accident majeur (EDD 2008 p79). Délai : sous 3 mois Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
E6	AM du 14/12/2013 Art 26-1	<u>Risque légionelles</u> Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son AMR ainsi que les plans d'entretiens et de surveillance en découlant. Les conclusions et éléments de cette révision seront transmis à l'inspection.	L'AMR a été mise à jour par OFIS en février 2017 et transmise à l'inspection. Les actions correctives à mettre en œuvre sont finalisées ou en cours (voir remarque ci-dessous sur la stratégie de traitement). Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
R1	AP du 17/12/2004 Art 16.5.6	<u>Risque incendie</u> Le permis feu préconise une surveillance pendant au moins 2 h après la cession du travail proprement dit.	La surveillance est effectuée mais n'est pas tracée sur le modèle actuel de permis feu. Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
R2	AM du 25/07/97 Art 6.2	<u>Chaudière biomasse</u> Contrôles poussières chaudière biomasse : <ul style="list-style-type: none"> avril 2015 : non conforme (402 mg/Nm³) août 2015 : conforme (22 mg/Nm³) mars 2016 : conforme (36 mg/Nm³) Néanmoins, les 2 derniers contrôles ont été réalisés peu après des nettoyages de la chaudière. L'exploitant a indiqué qu'il était prévu la mise en place d'un décolmatage automatique sur l'électrofiltre durant l'arrêt technique de l'été 2016 (pour éviter les ponts de poussières entre les plaques du filtre). Il conviendrait de réaliser un nouveau contrôle des rejets poussières : <ul style="list-style-type: none"> sur une chaudière « normalement encrassée » après la modification de l'électrofiltre. 	Les modifications de l'électrofiltre ont été faites fin 2016. Nouveau contrôle poussières prévu début octobre 2017 à transmettre à l'inspection. Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
R3	AM du 14/12/2013 Art 26-2	<u>Utilisation de biocides</u> L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.	La réponse du traiteur d'eau BWT PERMO est la suivante : « à ce jour il apparaît comme difficile de justifier un traitement non oxydant continu comme étant indispensable. Le plus simple est de revenir à un traitement choc de CS3001 automatisé avec la pompe DDA. » La fiche de stratégie de traitement mise à jour a été transmise à l'inspection. Ainsi, en plus du traitement biocide oxydant injecté en continu, l'exploitant procède à 2 injections hebdomadaires de biocide non oxydant tout au long de l'année. L'exploitant ne répond donc pas à la réglementation qui : <ul style="list-style-type: none"> limite l'utilisation préventive de biocide non oxydant aux cas où aucune stratégie alternative n'est possible, demande une utilisation de produits néfastes pour l'environnement autant limité que possible. Ces remarques rejoignent les demandes de l'AMR 2017 p13 : <ul style="list-style-type: none"> justifier la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit, démontrer que le niveau d'impact des produits sur le milieu est limité, respecter un délai de 48h entre le choc biocide et le passage du laboratoire pour prélèvement légionelles (pour rappel : les flacons de prélèvement légionelles ne contiennent pas d'inhibiteur aux biocides non oxydants). Constat de la visite précédente soldé : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

N°	Réf réglementaire	Constats lors de la visite précédente	Suites données par l'exploitant Constats lors de la visite
R4	AP du 17/12/2004 Art 4.6	PGS Les émissions indiquées en O5 sont en fait à mettre en O1 (émissions atmo canalisées, en sortie de traitement).	Déclaration gerep 2017 conforme. Constat de la visite précédente soldé : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Nouveaux constats

ÉCARTS MAJEURS RELEVÉS :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
/	/	/	/

AUTRES ÉCARTS RELEVÉS :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
E1	AP du 17/12/2004 Art 6.1 et 17.4	<u>Plan des réseaux</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux pluviales s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.	Le plan des réseaux n'est pas à jour. Au niveau des cuves de stockage d'huile, l'exploitant ne connaissait pas l'origine d'une arrivée d'eau se faisant au niveau de la rétention. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de ses réseaux d'eau et de transmettre un descriptif à l'inspection (pour mise à jour de l'AP le cas échéant). Délai : sous 3 mois
E2	AP du 17/12/2004 Art 16.2.2 et 16.4.5	<u>Contrôle annuel des installations électriques et zonage ATEX</u>	Le contrôle annuel des installations électriques a été réalisé par l'APAVE en mars 2017. Le rapport de contrôle mentionne l'absence de transmission du DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) de l'établissement. L'exploitant a indiqué que ce document était en cours de mise à jour. Les autres observations de l'APAVE ont toutes été soldées. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection son DRPCE mis à jour. Délai : sous 3 mois

AUTRES ÉCARTS RELEVÉS :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
E3	AP du 17/12/2004 Art 17.5	<p><u>Réservoirs</u> [...] Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment. Toute possibilité de débordements en cours de remplissage doit être évitée par un dispositif de sécurité commandant à partir d'une alarme haute l'arrêt des opérations de remplissage avant le débordement, et avertissant les opérateurs de dépotage de l'anomalie.</p>	<p>La cuve de stockage d'huile N1 présente des traces de débordement au niveau de sa robe. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur d'un opérateur. Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre un rapport de l'incident à l'inspection (causes, conséquences, actions correctives), - de transmettre la procédure en place de remplissage des cuves pour éviter un tel débordement, - de justifier la présence et le bon entretien d'un dispositif de sécurité commandant à partir d'une alarme haute l'arrêt des opérations de remplissage avant le débordement, et avertissant les opérateurs de dépotage de l'anomalie. <p>Délai : sous 3 mois</p>
E4	AP du 17/12/2004 Art 3	<p><u>Gestion du risque de fuite (huile)</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>	<p>La gestion du stockage d'huile végétale en cuves extérieures ne permet pas une prévention suffisante du risque de fuite. Lors de la visite l'inspection a noté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fuite d'huile sur la vanne de la cuve J1, - fuite suspectée sur la vanne de la cuve J3, - stagnation d'eau au niveau de la virole de fond de la cuve J4 et J5, potentiellement source d'une fragilisation de l'intégrité des cuves (vieillesse prématuré par corrosion). <p>La fuite au niveau de J1 était signalée par une affiche et l'exploitant a indiqué que les actions correctives étaient en cours.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier d'une meilleure gestion de ses installations de manière à prévenir le risque de pollution à la source.</p> <p>Délai : sous 1 mois</p>

AUTRES ÉCARTS RELEVÉS :

N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
E5	AP du 17/12/2004 Art 17.6	<p><u>Cuvettes de rétentions</u></p> <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égal à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <p>Dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts, Dans les autres cas 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).</p> <p>Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique ou chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p>	<p>Le stockage d'huile alimentaire en cuves extérieures se fait au niveau d'une rétention de faible capacité, reliée à une rétention déportée de capacité suffisante au regard des quantités d'huile stockées.</p> <p>Le jour de la visite, la rétention de faible capacité était :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sale (présence de résidus de tourteaux, présence de cendres provenant du nettoyage de la chaudière biomasse) → cf remarque précédente sur la prévention des émissions polluantes à la source ; - fissurée à plusieurs endroits. <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier d'un meilleur entretien de ses rétentions de manière à prévenir le risque de pollution.</p> <p>Délai : sous 3 mois</p>

AUTRES ÉCARTS RELEVÉS :

N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
E6	AP du 17/12/2004 Art 16.1	<p><u>Prévention des risques technologiques</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.</p>	<p>Lors de la visite, plusieurs zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion présentaient des dépôts de poussière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décortiqueur : présence d'un tas important de coques/poussières sous l'installation. L'exploitant a indiqué des difficultés d'accès lors du fonctionnement continu de cette installation. Il est envisagé de ne faire fonctionner qu'un décortiqueur à la fois (2 équipements sont sur site) pour augmenter la fréquence des nettoyages. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la procédure de nettoyage (et son suivi) qui sera mise en place - Aplatisseur : présence de poussière et d'un balai à proximité (alors que l'équipement est étiqueté ATEX). Il est demandé à l'exploitant de définir un mode de nettoyage compatible avec un équipement ATEX. - Moteurs à l'entrée de l'atelier presserie : l'un des deux moteurs situés à l'entrée de l'atelier presserie n'avait pas été nettoyé de sa poussière. Il est demandé à l'exploitant de remédier à cette situation et d'inclure cet équipement au nettoyage hebdomadaire en place. - Galerie sous cellule du silo plat graines de tournesol : empoussièrement d'un des moteurs, présence d'un balai, plaque d'accès au capotage readler déformée (fuite possible de poussière du readler) : – en lien avec E5 2016. Justifier de la maîtrise du risque d'explosion. <p>Délai : sous 1 mois</p>

AUTRES ÉCARTS RELEVÉS :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
E7	AP du 17/12/2004 Art 18.1.1 et 18.1.2	<p><u>Moyens de secours</u> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre définis dans son étude de danger, et au minimum les moyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau de prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, - des robinets d'incendie armés. <p>Ces équipements adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement localisés sur le site doivent être maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et faire l'objet de vérifications périodiques.</p>	<p>Les extincteurs ont été contrôlés par Eurofeu en juillet 2017.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des RIA n'a pas été présenté à l'inspection.</p> <p>Le poteau incendie (PI) du site a été contrôlé en octobre 2016 par Pinel Techn'eau. Le rapport de contrôle indique que le poteau DN100 présente un débit inférieur à 60 m³/h et n'est donc pas conforme à la norme. Le PI est relié au réseau d'eau de la ville.</p> <p>En cas de sinistre l'exploitant dispose d'une réserve d'eau incendie de 290 m³ au total (1 cuve enterrée de 110 m³ et 3 cuves de 90 m³).</p> <p>L'atelier presserie est équipé d'une motopompe à déclenchement manuel reliée à 4 têtes de sprinklage (2 par cuiseur) et alimentée par la cuve de 110 m³ d'eau.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que ses moyens en eau sont adaptés à ses besoins, et de justifier de la conformité de ses moyens d'intervention (RIA et PI).</p> <p>Délai : sous 3 mois</p>

REMARQUES :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
R5	AP du 17/12/2004 Art 7.1	<p><u>Autorisation de raccordement</u> Le raccordement aux réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales de la commune de LEZOUX pour les rejets d'eaux sanitaires et de lavage des sols, de la purge des chaudières et des eaux de procédés d'une part et pour une partie du réseau d'eaux pluviales d'autre part, est subordonné à une autorisation de raccordement au réseau public [...].</p>	<p>L'exploitant dispose d'une autorisation de raccordement de la commune de Lezoux, renouvelable tacitement tous les 3 ans. Le document a été présenté à l'inspection en séance.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie de cette autorisation.</p>

REMARQUES :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
R6	AP du 17/12/2004 Art 7.2 et 7.3	<u>Installation de traitement (effluents aqueux)</u> Les installations de pré-traitement doivent être correctement entretenues. Elles devront également être conçues de façon à, soit stocker les effluents, soit arrêter leur production, en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement ne permettant pas de respecter les valeurs limites de rejets.	L'exploitant a indiqué faire curer régulièrement ses installations (séparateurs hydrocarbures SH, décanteur, bassin de rétention). Les bordereaux de suivi de déchets 2016-2017 liés au nettoyage des SH ont été transmis à l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de : - transmettre le dernier justificatif de nettoyage du bassin et du décanteur (non présentés en visite), - transmettre le BSD 2017 de nettoyage des SH une fois entièrement complété (évacuation d'août 2017). Le décanteur est suivi d'un obturateur à déclenchement manuel (vanne guillotine) dont le bon fonctionnement est contrôlé tous les 3 ans. Le dernier contrôle de son bon fonctionnement à eux lieu en février 2017 lors de l'incendie presserie. Il conviendrait d'augmenter la périodicité de contrôle du bon fonctionnement de la vanne d'obturation (a minima annuel).
R7	AP du 17/12/2004 Art 16.5.1	<u>Consignes d'exploitation</u> Consigne d'empotage huile Consigne de dépotage hexane	Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie des consignes d'empotage/dépotage des fluides sur son site.

REMARQUES :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
R8	AP du 17/12/2004 Art 3.3	<p><u>Incidents ou accidents</u></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>	<p>L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des incidents/accidents 2017.</p> <p>L'inspection a souhaité revenir plus précisément sur les incidents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - incendie cuiseur de l'atelier presserie – février 2017 - fuite diffuse d'hexane sur un élévateur de l'atelier d'extraction – avril 2017 <p>Les actions correctives prises ou prévues ont été présentées à l'inspection.</p> <p>L'inspection a des remarques sur les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de détection de la fuite hexane lors de la ronde avec détecteur mobile → modification du formulaire de recherche de fuite : celui-ci doit être précis et cibler les points sensibles de l'installation. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le formulaire mis à jour. - Cuiseur percé → soudage d'une contre virole étanche au niveau des emboîtements : un contrôle a minima annuel (arrêt technique d'été) de l'état de vieillissement des cuiseurs devra être mis en place. - Aucun moyen de contrôle visuel extérieur → nouveau calorifugeage du cuiseur avec viroles visibles : le contrôle des viroles doit être intégré dans une procédure, et son suivi doit être formalisé. - Pilotage manuel des cuiseurs → formaliser des critères opératoires de démarrage et mise en attente avec des seuils haut et bas de température des cuiseurs : transmettre la procédure opératoire à l'inspection. - Prévention incendie → demander un investissement pour une extinction par déclenchement automatique de la motopompe : tenir informer l'inspection de toute modification dans les moyens d'intervention incendie.

REMARQUES :			
N°	Réf réglementaire	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite
R9	AP du 17/12/2004 Art 3	<p><u>Rétention des eaux d'incendie</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. 	<p>L'atelier d'extraction et le stockage extérieur d'huile sont sur rétention. Ce n'est pas le cas pour l'atelier presserie très ancien. Lors de l'incendie de février 2017, les eaux d'extinction ont été récupérées dans les fosses de l'atelier. Cependant, dans le cas de plus grandes quantités d'eau, l'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction sortiraient de l'atelier situé en limite de propriété et rejoindraient sûrement la STEP communale par les regards de la rue.</p> <p>La fiche réflexe incendie, transmise à l'inspection, prévoit une alerte de la SMERAP de l'arrivée à la station d'eaux d'extinction.</p> <p>Lors de l'incendie de février 2017, l'alerte avait bien été réalisée (même si pas d'arrivée d'eau d'extinction à la step au final).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'étudier les possibilités de rétention des eaux d'extinction de l'atelier (quantification des besoins en rétention, comparaison aux fosses déjà en place, étude de mise en place de moyens supplémentaires tels que bassin, margelles atelier, tapis obturateur des regards, etc) ; - de justifier de l'absence d'incidence des eaux d'extinction de l'atelier sur la STEP communale (Présence d'un bassin de calamité ? Eaux incendie non toxique ? Capacité à traiter ces eaux incendie ?) - de justifier l'absence de dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement dans le cas d'un déversement accidentel d'eau incendie en dehors des limites de propriété du site.

Légende

EM(x) : Écart majeur correspondant à un non-respect réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact sur l'environnement.

E(x) : Écart correspondant à un non-respect réglementaire mais n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement.

R(x) : Remarque concerne une disposition insuffisamment documentée, une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable.